

**Séance ordinaire du
lundi 12 avril 2021**

L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Nombre de membres en exercice : 65

**Protection de la population
et tranquillité publique**

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

Absents :

Délégation de service Public - Fourrière Automobile - Avenant n°4 - Adhésion au nouveau système d'information national des fourrières automobiles - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

Par délibération en date du 3 novembre 2017, la Ville de Montpellier a confié à la société ENLEVEMENT ET GARDIENNAGE SERVICES (EGS) l'exploitation du service public de la Fourrière Automobile par convention de Délégation de Service Public pour une durée de 7 ans à compter du 1^{er} janvier 2018.

Par délibération en date du 3 avril 2018, l'avenant n° 1 a été passé pour autoriser la cession du contrat de Délégation de Service Public à la société dédiée ENLEVEMENT ET GARDIENNAGE SERVICES MONTPELLIER (EGS Montpellier) conformément à l'article 41 du contrat. Cette société est immatriculée au RCS de Montpellier sous le numéro 833 916 802, son siège social est situé au 1945 avenue de Toulouse 34070 Montpellier.

Par délibération du 6 février 2019, suite à la publication au journal officiel de l'arrêté interministériel du 28 décembre 2018, les tarifs des frais de fourrière ont été modifiés par l'avenant n°2.

Par délibération du 14 décembre 2020, l'avenant n°3 a été conclu afin de revoir les conditions économiques du contrat pour une continuité du service public. Une extension du site principal a été ainsi validée afin de fluidifier l'activité.

L'ordonnance n°2020-773 et le décret n°2020-775 du 24 juin 2020 ont instauré un nouveau cadre juridique pour les fourrières automobiles, dans un objectif d'amélioration du service public, de simplification des procédures de gestion des véhicules mis en fourrière.

Les évolutions portées par ces textes sont les suivantes :

- Dématérialisation possible de la fiche décrivant l'état du véhicule ;
- Réduction du délai d'abandon de 30 à 15 jours pour les véhicules destinés à la vente ;
- Remplacement du passage de l'expert en automobile au profit d'un classement automatisé des véhicules et suppression des frais d'expertise ;
- Nouvelles modalités de classement des véhicules abandonnés en fourrière en deux catégories : à remettre aux domaines ou à détruire ;
- Nouvelle procédure d'interdiction de circulation prise à l'encontre du véhicule placé en fourrière en raison de la gravité des dommages subis et levée de cette interdiction par un expert en automobile en dehors de la fourrière ;
- Suppression de la procédure de sortie provisoire ;
- Centralisation possible de la notification de mise en fourrière par le ministre de l'intérieur ;
- Main levée réputée donnée pour les véhicules abandonnés destinés à la destruction ou à la vente ;
- Remise aux entreprises de destruction des véhicules abandonnés par les gardiens de fourrière ;
- Possibilité de récupérer un véhicule avant la vente par le service du domaine contre remboursement des frais de mise en vente.

Il convient de mettre en conformité le contrat de délégation de service public avec ce nouveau cadre juridique. Pour ce faire un avenant est nécessaire, conformément à l'article L.3135-1 5° du Code de la commande publique.

L'avenant n°4 propose ainsi la modification des articles ci-dessous :

- Article 13 relatif à l'identification des véhicules à enlever ;
- Article 17 relatif à l'ouverture des véhicules ;
- Article 21 relatif aux classement des véhicules ;
- Article 22 relatif à la sortie provisoire des véhicules : *abrogé* ;
- Article 23 Restitution définitive des véhicules à leurs propriétaires ou à leur conducteur ;
- Article 25 relatif aux ventes de véhicules non retirés ;
- Article 29 relatif à la définition de la mission ;
- Article 30 relatif à la rédaction de documents ;
- Article 48 relatif au calcul et perception des frais de fourrière ;
- Article 49 relatif à la rémunération du délégataire ;
- Article 54 relatif à la fixation de la redevance due au délégant.

Les annexes 3 (tarifs : suppression des frais d'expertise et modification des forfaits) et 4 (Compte d'Exploitation Prévisionnel) seront modifiées.

En parallèle de cette réforme, un système d'information national des fourrières automobiles (SI Fourrières), sous l'autorité et le contrôle du ministre chargé de la sécurité routière a été développé pour mettre en œuvre ce nouveau cadre juridique. Ce système permet l'enregistrement, la gestion et le suivi par les autorités compétentes des procédures relatives aux véhicules mis en fourrière.

La collectivité se propose d'y adhérer volontairement et gratuitement afin de faciliter l'application de ces dispositions au sein de la fourrière automobile de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les termes de l'avenant n°4 à la Convention de Délégation de Service Public pour l'exploitation de la fourrière automobile ;
- d'approuver l'adhésion au nouveau système d'information national des fourrières automobiles ainsi qu'à ses futurs développements ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Coralie MANTION.

Fait à Montpellier, le 23 avril 2021

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 23 avril 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avenant 4 DSP Fourrière.pdf

- ANNEXE 3 tarifs.pdf

- ANNEXE 4 CEP avenant 4 V1.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210412-156835-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 23/04/21
Réception en Préfecture : 23/04/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.